



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 20 AOUT 2014

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN
Téléphone : 04 72 61 37 81
Email : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

ARRETE

fixant le montant des garanties financières exigées de la VILLE DE TARARE pour les installations de l'unité d'incinération de boues de la station d'épuration de TARARE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-3, L 516-1, R 512-31 et R 516-1 à R 516-6;

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R 516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

../..

VU le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Rhône approuvé par le conseil général le 11 avril 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 mai 2006 modifié régissant le fonctionnement de la station d'épuration et de l'installation d'incinération de boues exploitées par la VILLE DE TARARE, boulevard de la Turdine à TARARE ;

VU le courriel en date du 13 mai 2014 par lequel la VILLE DE TARARE fait part de sa proposition de calcul du montant des garanties financières concernant les installations qu'elle exploite sur le site de la station d'épuration de TARARE ;

VU le rapport en date du 14 mai 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 10 juillet 2014 ;

CONSIDERANT que la VILLE DE TARARE exploite à TARARE, ZI, boulevard de la Turdine, une installation d'incinération de boues de la station d'épuration relevant de la rubrique n°2771 de la nomenclature, régulièrement autorisées au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT, de ce fait, que, en application des dispositions des articles L 516-1 et R 516-1 du code l'environnement et de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 précité fixant la liste des installations soumises à l'obligation de garanties financières, la VILLE DE TARARE est assujettie à l'obligation de constitution de garanties financières pour les installations exploitées sur le site de TARARE, boulevard de la Turdine ;

CONSIDERANT que les renseignements fournis par la VILLE DE TARARE, dans sa proposition susvisée du 13 mai 2014, sont conformes aux dispositions réglementaires en vigueur ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu de fixer, par arrêté, le montant des garanties financières exigées de la VILLE DE TARARE en vue de la mise en sécurité en fin d'activités des installations de son installation de TARARE, boulevard de la Turdine, ainsi que les modalités d'actualisation et de mise en œuvre de ces garanties ;

CONSIDERANT, également, que le calcul proposé par l'exploitant a pris en compte comme hypothèse des quantités maximales de déchets en attente de traitement ou produit sur le site qu'il convient d'entériner par arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT, par ailleurs, qu'il y a lieu de corriger une erreur qui s'est glissée dans le tableau des activités figurant en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2006 susvisé, modifié par celui du 23 juillet 2012, le numéro de la rubrique indiqué pour l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à savoir n° 2770, étant erroné, cette activité relevant de la rubrique n° 2771 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : Modification du tableau des activités

Le tableau de classement des activités relevant de la législation des installations classées et exploitées par la VILLE de TARARE, boulevard de la Turdine à TARARE, figurant à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2006 modifié susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

Rubrique	Désignation des installations classées	Nature et volume des activités	Régime
2752	Station d'épuration mixte recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles, lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70% de la capacité de la station en DCO	Capacité nominale de l'installation égale à 90000 équivalents habitants, la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'installations classées autorisées étant supérieure à 70% de la capacité de la station en DCO	A
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	Four d'incinération de boues mixtes issues du traitement des eaux usées industrielles et urbaines, à 28,5% d'extrait sec, de capacité maximale égale à 2 tonnes par heure, correspondant à un traitement annuel maximal de 2150 tonnes de matières sèches. La quantité de boues extérieures à la station d'épuration de la Ville de Tarare est limitée à 750 tonnes de matières sèches par an. La réception de ces boues extérieures est réalisée dans une fosse de 40 m3.	A

A : autorisation »

ARTICLE 2 : Dispositions administratives

La VILLE DE TARARE est tenue de constituer des garanties financières visant à la mise en sécurité en fin d'activités des installations qu'elle exploite dans la Zone Industrielle, boulevard de la Turdine à TARARE.

./..

ARTICLE 3 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté complémentaire s'appliquent, conformément à l'article R.516-1-5° du code de l'environnement, pour les activités suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux

ARTICLE 4 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières applicables aux installations listées à l'article 3 du présent arrêté est fixé à 137 016 euros TTC.

ARTICLE 5 : Délai de constitution des garanties financières

L'échéancier de constitution des garanties financières est à choisir entre les deux options suivantes :

- Option 1 : En cas de constitution des garanties financières sous la forme d'un engagement d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle :
 - constitution de 20 % du montant initial des garanties financières pendant 5 ans.
- Option 2 : En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations :
 - constitution de 20 % du montant initial des garanties financières la première année,
 - constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans durant les années suivantes.

L'exploitant communiquera au préfet, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article R.516-2-V du code de l'environnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 7 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- a minima tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ; l'indice TP01 servant de référence pour l'actualisation est l'indice de janvier 2014, soit 705,6.
- sur une période au plus égale à trois ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Le taux de taxe sur la valeur ajoutée à prendre en compte lors de l'actualisation, noté TVAR, conformément à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines est de 20 %.

ARTICLE 8 : Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières devra être éventuellement révisé pour inclure les installations relevant de l'échéance de constitution du 1^{er} juillet 2019. Le calcul révisé devra être transmis au préfet avant le 31 décembre 2018.

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 12 du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 10 : Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières quand une des obligations de mise en sécurité, de remise en état, de surveillance ou d'intervention telles que prévues à l'article R.516-2-IV du code de l'environnement ou dans l'arrêté d'autorisation n'est pas réalisée, et après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 11 : Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 512-31, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

ARTICLE 12 : Obligations d'information

L'exploitant doit informer le préfet de :

- tout changement de garant
- tout changement de formes de garanties financières
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R.516-1 du code de l'environnement
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières
- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

ARTICLE 13 : Quantités maximales de déchets en attente de traitement ou produits

En regard du montant des garanties financières proposées par l'exploitant et fixées par l'article 4 du présent arrêté, les quantités maximales de déchets en attente de traitement ou produits sur le site ne doivent pas dépasser les valeurs ci-dessous :

- déchets non dangereux : 60 tonnes
- déchets dangereux : 30 tonnes

ARTICLE 14 : Publicité de l'arrêté

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de TARARE, à la sous-préfecture de Villefranche-sur-Saône et à la direction départementale de la protection des populations (Service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée identique.
3. Cet extrait d'arrêté sera également affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 15 : Délais et voies de recours (articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision ; toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 16 : Exécution de l'arrêté

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :


- au maire de TARARE, chargé de l'affichage prescrit à l'article 14 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le

20 AOUT 2014

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,


Isabelle DAVID

